**Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture**
http://www.rafea-congo.com
2026 ; 9(2), 692-704
**ISSN** (Print) : 2708-7743 **eISSN** : 2708-5422 **Dépôt légal** : JL 3.01807-57259

# Évaluation du civisme environnemental et de la participation citoyenne dans la gestion des déchets solides dans le district du Mont-Amba (Kinshasa)

**Joël Ahanikow Tungididi[1*], Jacky Wangata Saswene[1], Gurvitch Nsiala Oyangala[1,2], Dorcas Sola Tabitha[2], Rachidi Opuluku[1,3], Camille Nsimanda Ipey[1], Dieudonné Musibono Eyul'Ankie[1], Emmanuel Biey Makaly[1]**

[(1)]Université de Kinshasa. Faculté des Sciences et Technologies. Mention Sciences et Gestion de l'Environnement. BP 190 Kinshasa XI (RDC). E-mail : joelahanikow@gmail.com
[(2)]Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations. Centre d'Excellence CBRN (RDC)
[(3)]Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations. Centre de recherche Géologique et minière (CRGM). BP 898 Kinshasa 1 (RDC)
**Reçu le** 28 mai 2026, **accepté le** 21 juin 2026, **publié en ligne le** 27 juin 2026

**DOI** : https://dx.doi.org/10.4314/rafea.v9i2.64

## RESUME

**Description du sujet.** À Kinshasa, la gestion des déchets solides est un défi de santé publique. Cette étude analyse le civisme environnemental à Mont-Amba au prisme du profil sociodémographique, de la conscience éco-citoyenne et des contraintes infrastructurelles.
**Objectifs.** L'étude vise à évaluer l'impact du civisme et de l'engagement des habitants sur l'efficacité de la gestion locale des déchets.
**Méthodes.** L'étude était basée sur une approche transversale à visée descriptive et analytique. Afin de garantir la représentativité des résultats au sein du district du Mont-Amba, un échantillonnage stratifié à plusieurs degrés a été adopté. Le traitement des données a été réalisé sous SPSS (v.26).
**Résultats.** L'échantillon est jeune (65,3 % < 35 ans) et instruit (46,5 % de niveau universitaire). Pourtant, les pratiques polluantes prédominent : 42,8 % des ménages pratiquent l'incinération à ciel ouvert et 22,2 % recourent aux décharges sauvages. Un déficit de justice environnementale prévaut, 72,1 % des résidents vivant à plus de 500 m d'un point de collecte officiel. Cette carence favorise une gouvernance de substitution par le secteur informel (53,3 %). Enfin, un blocage technique apparaît : 84,1 % des enquêtés ne peuvent pas gérer les plastiques à domicile.
**Conclusion.** Les résultats révèlent un paradoxe entre forte instruction et pratiques inadéquates, traduisant une « impuissance acquise » face à la rupture du contrat social urbain (75,8 % de sentiment d'abandon). Le civisme est bridé par une géographie de l'exclusion. La transition durable nécessite une territorialisation des infrastructures et l'intégration formelle des acteurs informels.

**Mots-clés** : Civisme environnemental, déchets solides, justice environnementale, gouvernance informelle, Mont-Amba/Kinshasa.

## ABSTRACT

**Assessment of Environmental Civic Mindedness and Citizen Participation in Solid Waste Management in the Mont-Amba District (Kinshasa)**
**Description du subject**. In Kinshasa, solid waste management represents a major public health challenge. This study analyzes environmental civic mindedness in Mont-Amba through the lens of sociodemographic profiles, eco-citizen awareness, and infrastructural constraints.
**Objectives.** The study aims to evaluate the impact of civic mindedness and resident engagement on the efficiency of local waste management.
**Methods.** The study was based on a descriptive and analytical cross-sectional approach. To ensure the representativeness of the results within the Mont-Amba district, a multistage stratified sampling method was adopted. Data processing was performed using SPSS (v.26).
**Results.** The sample is young (65.3 % < 35 years old) and educated (46.5 % with a university degree). Yet, polluting practices predominate: 42.8 % of households practice open-air burning and 22.2 % rely on illegal dumping. A deficit in environmental justice prevails, with 72.1 % of residents living more than 500 meters away

from an official collection point. This institutional shortcoming fosters a substitute governance led by the informal sector (53.3 %). Finally, a technical bottleneck emerges: 84.1 % of respondents are unable to manage plastic waste at home.

**Conclusion**. The findings reveal a paradox between high levels of education and inadequate practices, reflecting a form of "learned helplessness" in the face of a broken urban social contract (75.8 % feel abandoned). Civic mindedness is not absent, but rather constrained by a geography of exclusion. A sustainable transition requires localizing infrastructure and formally integrating informal actors.

**Keywords :** Environmental civism, Mont-Amba, Kinshasa, solid waste, environmental justice, informal governance.

## 1. INTRODUCTION

L'accélération de l'urbanisation mondiale, associée à une croissance démographique soutenue et souvent insuffisamment planifiée, fait de la gestion des déchets solides l'un des principaux enjeux sanitaires et environnementaux des villes contemporaines, particulièrement dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Selon le rapport *What a Waste 2.0* de la Banque mondiale, la production mondiale de déchets municipaux pourrait atteindre 3,40 milliards de tonnes d'ici 2050, sous l'effet combiné de l'urbanisation, de l'industrialisation et de l'évolution des modes de consommation (Banque mondiale, 2018).

Cette pression est particulièrement marquée en Afrique subsaharienne où les infrastructures de collecte et de traitement demeurent largement insuffisantes. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UN-Habitat, 2020) souligne que dans plusieurs villes africaines, moins de 50 % des déchets produits sont effectivement collectés, tandis qu'une grande proportion est éliminée de manière informelle dans l'environnement.

Dans ce contexte, la ville de Kinshasa constitue une illustration emblématique des déséquilibres entre croissance urbaine et capacités de gestion des services publics. Avec une population estimée à plus de 17 millions d'habitants (United Nations, 2022), la capitale congolaise fait face à une augmentation continue des volumes de déchets ménagers, alors que les dispositifs de collecte, de transport et de traitement restent limités. Les rapports de la Japan International Cooperation Agency (JICA, 2020) indiquent que le taux de collecte des déchets demeure largement insuffisant, favorisant l'accumulation de déchets dans les espaces publics, les caniveaux et les cours d'eau urbains.

Le district de Mont-Amba illustre particulièrement cette vulnérabilité environnementale. L'urbanisation rapide et souvent anarchique, combinée à la saturation des infrastructures d'assainissement, accentue les phénomènes d'insalubrité et les risques sanitaires. L'obstruction des réseaux de drainage par les déchets solides contribue à l'augmentation des inondations urbaines et favorise la prolifération de maladies hydriques et vectorielles, notamment le choléra et la fièvre typhoïde, fréquemment rapportés dans les quartiers précaires de Kinshasa.

Au-delà des insuffisances techniques et institutionnelles, plusieurs travaux soulignent l'importance des dimensions comportementales et sociales dans l'efficacité des politiques de gestion des déchets. Le concept de civisme environnemental renvoie à l'ensemble des attitudes et comportements favorisant la préservation du cadre de vie collectif. Selon Nzeadibe *et al.* (2020), les comportements environnementaux sont fortement influencés par les interactions entre facteurs sociaux, institutionnels et spatiaux. Plus récemment, Jha *et al.* (2020) montrent que l'absence de sensibilisation environnementale et la faiblesse des mécanismes de régulation favorisent la persistance de pratiques d'élimination inadéquates dans les villes en développement.

À l'inverse, certaines expériences internationales démontrent que l'implication communautaire et l'intégration des populations locales peuvent améliorer durablement la gouvernance des déchets. À Dakar, les initiatives communautaires d'assainissement ont contribué à réduire les dépôts sauvages et à renforcer la participation citoyenne dans certains quartiers périphériques (Enda, 2019). De même, les performances observées dans plusieurs pays européens, notamment en Allemagne et en Suède, montrent que l'association entre éducation environnementale, tri à la source et infrastructures adaptées constitue un levier essentiel de transition vers une économie circulaire (European Environment Agency, 2020).

Quelles sont les études similaires qui ont été réalisées La situation de crise a attiré l'attention de plusieurs chercheurs locaux qui ont tenté de comprendre les dynamiques comportementales et la gestion locale dans la capitale. Holenu *et al.* (2020) ont identifié que les résidents urbains ont un écart évident entre la perception aiguë de la saleté et leur manque d'intérêt pour les pratiques éco-citoyennes ou l'argent pour payer les services de collecte, ce qui indique un manque de confiance dans les institutions urbaines. En particulier dans le district

de Mont-Amba, une étude territoriale de Diallo (2025) dans la commune de Kalamu montre que les citoyens retournent dans les rues pour participer à la collecte informelle dans la communauté par des associations de jeunes de quartier.

Dans cette perspective, la présente étude analyse les perceptions des habitants du district de Mont-Amba concernant les problèmes environnementaux, les pratiques de gestion des déchets et le niveau de civisme environnemental. Elle vise également à identifier les principaux obstacles institutionnels, techniques et sociaux susceptibles d'influencer la participation des populations aux actions d'assainissement urbain et à la gestion durable des déchets.

L'interet de cette étude est de quantifier le niveau de responsabilité écologique des résidents de Mont-Amba face à la mauvaise gestion des déchets solides. Elle nous permet également d'examiner le degré d'implication des citoyens dans l'assainissement, le tri, la collecte et la protection de l'environnement urbain. Elle identifie les barrières sociales, culturelles et institutionnelles à la gestion des déchets à Kinshasa et sera utile pour la formulation de politiques publiques et de campagnes de sensibilisation pour notre société dans le contexte local.

## 2. MATERIEL ET METHODES

### 2.1. Cadre de l'étude : District du Mont-Amba

La présente recherche a été conduite dans le district du Mont-Amba, entité administrative située dans le sud-est de la ville de Kinshasa, en République Démocratique du Congo (Figure 1). Ce district représente un pôle urbain majeur, marqué par une croissance démographique exogène et une densification rapide. Le choix de ce site se justifie par le contraste frappant entre l'intensité de l'urbanisation et la vétusté systémique des infrastructures d'assainissement. Comme le soulignent Lelo (2008) et Iyenda (2005), Kinshasa fait face à un défi historique de planification où les services de base ne suivent pas l'extension spatiale de la ville. Les carences en matière de gestion des résidus solides y sont exacerbées par une inadéquation entre les pratiques sociales de gestion des rebuts et les impératifs de la salubrité urbaine moderne (JICA, 2020).

**Figure 1.** Carte de localisation du district du Mont-Amba (Google Map, 2026)

### 2.2. Protocole d'investigation et échantillonnage

Les travaux de terrain se sont déroulés entre août et octobre 2025. Afin de garantir la représentativité des données, les points d'observation et d'enquête ont été sélectionnés selon des critères de pression anthropique et de vulnérabilité environnementale définis par les standards de la Banque Mondiale (2018) pour les villes subsahariennes :

(i) Zones de forte activité commerciale : Marchés publics (ex: Marché de Matete) et centres de négoce,(ii) Axes de circulation : Principales artères routières (Boulevard Lumumba) et leurs servitudes, (iii) Tissus résidentiels denses : Quartiers à haute concentration de population du Mont-Amba,

(iv) Points critiques d'accumulation : Décharges sauvages, sites informels de transit et abords des collecteurs de drainage.

### 2.3. Diagnostic environnemental et risques sanitaires

Une analyse multidimensionnelle a été consacrée aux points critiques de rupture écologique, notamment les zones riveraines de la rivière N'djili, les collecteurs primaires de drainage, ainsi que les pôles de forte densité transactionnelle. Les relevés *in situ* révèlent une saturation anthropique sévère des écosystèmes aquatiques et des réseaux de drainage, caractérisée par une accumulation massive de déchets solides, principalement des polymères plastiques à faible densité et des ordures ménagères (Figure 2).

**Figure 2.** Illustration photographique des dépôts anarchiques de déchets solides observés dans le district du Mont-Amba lors des investigations de terrain ( Clichés Ahanikow, 2025)

Cette obstruction mécanique et bio-physique engendre une cascade de risques environnementaux : (i) L'accumulation de détritus provoque un "bouchon hydraulique" dans les réseaux d'évacuation. En période de crue, ce reflux systématique transforme les infrastructures de drainage en vecteurs d'inondations pluviales, transportant les polluants des décharges sauvages vers les zones résidentielles ; (ii) La rivière N'djili subit une pollution cinétique. La décomposition des résidus organiques et le relargage de lixiviats toxiques altèrent la turbidité et favorisent l'eutrophisation des eaux, compromettant durablement les services écosystémiques du bassin versant ; (iii) La stagnation des eaux exacerbe la prolifération de gîtes larvaires (*Anopheles*, *Culex*) et de réservoirs bactériens. Cette proximité immédiate entre foyers d'insalubrité et zones de haute densité humaine (marchés) accroît l'incidence des pathologies hydriques (choléra, typhoïde, etc.) et respiratoires, ces dernières étant aggravées par la combustion sauvage des plastiques ; et (iv) L'omniprésence des déchets engendre une "normalisation de l'insalubrité". Ce paysage urbain dégradé fragilise le civisme environnemental, les populations percevant l'espace public comme un exutoire légitime face à la défaillance des services de collecte.

### 2.4. Approche méthodologique et traitement des données

#### Stratégie d'échantillonnage

L'étude repose sur une approche transversale à visée descriptive et analytique. Afin de garantir la représentativité des résultats au sein du district du Mont-Amba, un échantillonnage stratifié à plusieurs degrés a été adopté.
**Critères d'inclusion :** Tout individu âgé de 18 ans ou plus, résidant de manière permanente dans l'une des communes du district (Matete, Lemba, Ngaba, Kisenso ou Limete) depuis au moins 12 mois, et ayant consenti librement à participer à l'enquête.
**Critères d'exclusion :** Les visiteurs temporaires, les mineurs, ainsi que les personnes présentant des troubles cognitifs majeurs empêchant la passation du questionnaire.

**Taille de l'échantillon**

La taille de l'échantillon a été calculée selon la formule de Fisher *et al.* (1998), adaptée à l'étude des proportions dans des populations dont l'effectif total est inconnu ou très élevé (comme c'est le cas pour le district du Mont-Amba) :

$$n = \frac{Z^2.(p.q)}{d^2}$$

Où : **n** : Taille de l'échantillon ; ***Z*** : coefficient de confiance au seuil de 95 %. Ce coefficient est égal à 1,96 ; ***p*** : Prévalence ou proportion attendue sur la perception de l'insalubrité et le civisme environnemental. $p$ = 0,5 (parce que nous n'avons pas trouvé cette proportion dans la littérature) ; ***q*** : Complément de la proportion (1 – $p$ = 0,5) ; $d$ : Marge d'erreur tolérée (nous avons pris 0,05, soit 5 %).

$$n = \frac{(1{,}96)^2.(0{,}50).(0{,}50)}{(0{,}05)^2} = 384$$

L'application du modèle de Fisher a permis de fixer le seuil critique de représentativité nécessaire à la validité des inférences statistiques. Pour anticiper les éventuelles défections, les refus de coopération ou l'incomplétude de certains formulaires, une extension de 10 % a été opérée sur la taille initiale. Ce réajustement porte l'échantillon opérationnel à 422 ménages, garantissant ainsi une puissance statistique robuste malgré les aléas du terrain. La configuration spatiale de cette cohorte, segmentée par entité administrative au sein du district, est explicitée dans le Tableau 1.

**Tableau 1.** Répartition des ménages sélectionnés et enquêtés par commune

| Commune | Population estimée (Poids recalculé, %) | Individus sélectionnés (Cible) | Individus enquêtés (Effectif final) | Taux de réponse (%) |
|---|---|---|---|---|
| Matete | 23,1 | 76 | 74 | 97,4 |
| Lemba | 25,6 | 84 | 82 | 97,6 |
| Ngaba | 15,4 | 51 | 49 | 96,1 |
| Kisenso | 19,2 | 63 | 61 | 96,8 |
| Limete | 16,7 | 55 | 53 | 96,4 |
| **Total** | **100,0** | **329** | **319** | **97,0** |

### 2.6. Traitement et analyse des données

Les données collectées ont fait l'objet d'un traitement rigoureux suivant plusieurs étapes, à savoir : (i) Vérification de la cohérence des réponses et élimination des doublons ; (ii) utilisation du logiciel KoboCollect pour la collecte mobile, garantissant l'intégrité des données géoréférencées ; (iii) traitement des données a été réalisé sous SPSS (v.26).

### 2.7. Limites de l'Étude

La présente recherche comporte des restrictions méthodologiques inhérentes au contexte de l'enquête. Premièrement, un biais de désirabilité sociale a pu influencer les déclarations relatives aux pratiques éco-citoyennes. Deuxièmement, les contraintes d'accessibilité physique au sein des établissements humains informels à haute densité limitent partiellement la représentativité spatiale. Enfin, des aléas logistiques et infrastructurels imprévus lors des investigations de terrain ont pu restreindre la fluidité du processus de collecte, bien que sans altérer la cohérence globale des données.

## 3. RESULTATS

### 3.1. Caractéristiques sociodémographiques

Le profil démographique de l'échantillon (Figure 3) témoigne d'une population majoritairement jeune, où la tranche des 25-34 ans représente à elle seule plus du tiers des répondants (35,5 %). Si l'on cumule les individus de moins de 35 ans, on atteint une proportion de 65,3 %, reflétant la structure pyramidale classique des grandes agglomérations subsahariennes comme Kinshasa. Cette prédominance de la jeunesse constitue un levier stratégique majeur pour les politiques d'assainissement : cette cohorte, plus perméable aux nouveaux paradigmes

du civisme environnemental et aux campagnes de sensibilisation numérique, représente le vecteur privilégié pour une transition durable des comportements de gestion des déchets dans le district de Mont-Amba.

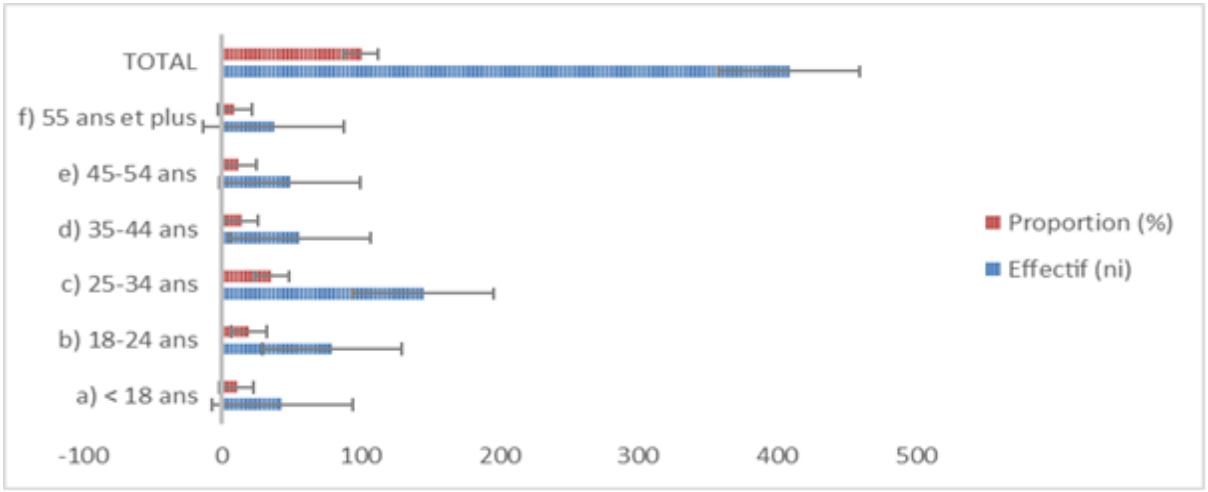


**Figure 3**. Profil démographique des enquêtés par tranches d'âge

Concernant le niveau d'instruction, les résultats (Figure 4) montrent une population relativement instruite, avec 46,5 % des répondants ayant atteint le niveau universitaire ou supérieur. En incluant le niveau secondaire (26,6 %), plus des deux tiers des enquêtés disposent d'un niveau éducatif favorable à la compréhension des enjeux environnementaux et à l'adhésion aux programmes de sensibilisation.

Cependant, ce niveau d'instruction contraste avec la persistance de pratiques inadéquates de gestion des déchets, notamment le brûlage à ciel ouvert et les dépôts sauvages. Cette situation suggère que les comportements observés ne résultent pas uniquement d'un déficit de connaissances environnementales, mais davantage de l'insuffisance des infrastructures de collecte et des limites de la gouvernance urbaine. L'amélioration du civisme environnemental nécessite ainsi des solutions techniques et institutionnelles adaptées, en complément des actions de sensibilisation.

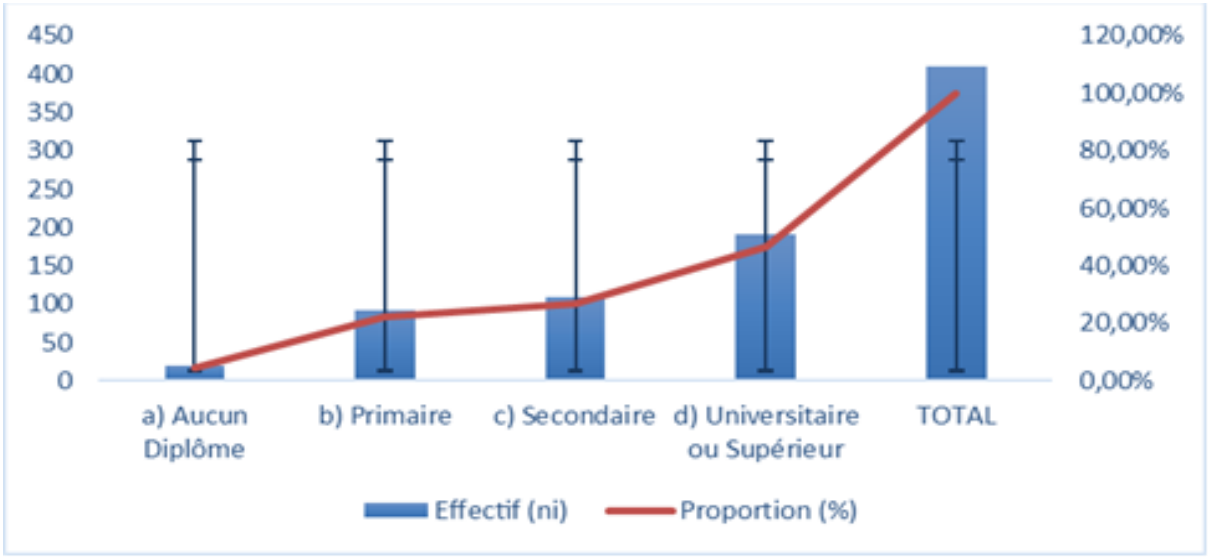


**Figure 4.** Niveau d'instruction des enquêtés

Par ailleurs, les résultats de l'analyse de la structure socio-professionnelle révèlent une prédominance marquée du secteur indépendant et commercial (42,3 %), reflétant l'importance de l'économie informelle dans le district de Mont-Amba (Figure 5). Cette caractéristique, couplée à une proportion significative d'étudiants et de demandeurs d'emploi (cumulant 33 %), souligne une précarité relative des revenus monétaires au sein de la population. Une telle configuration socioprofessionnelle suggère que la mise en œuvre de politiques de gestion des déchets basées sur le recouvrement des taxe d'assainissement se heurterait à une faible capacité contributive des ménages. Dès lors, le recours aux pratiques d'élimination gratuites mais polluantes (incinération, décharges sauvages) apparaît davantage comme une contrainte économique que comme un simple déficit de civisme.

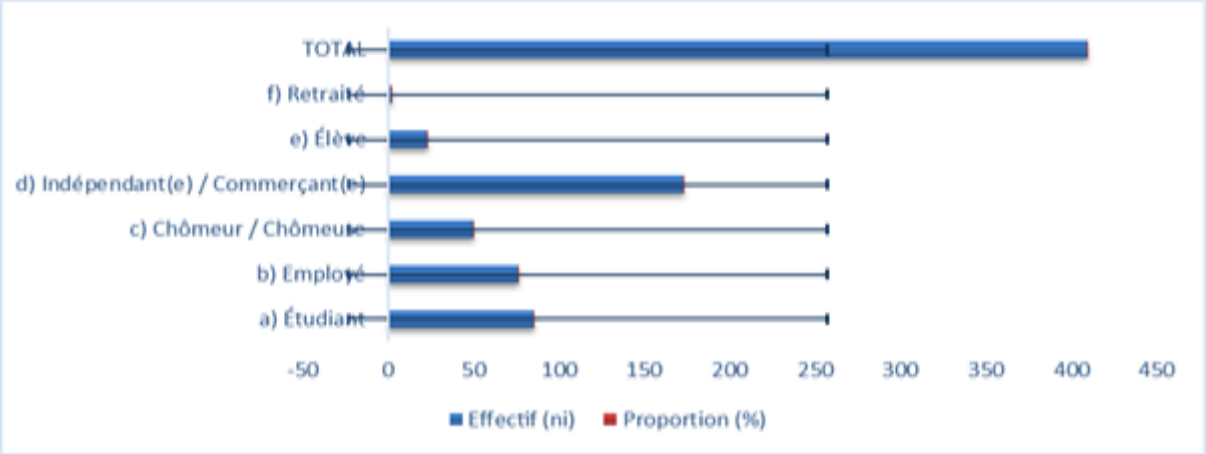


**Figure 5.** Profil socio-professionnel des répondants

### 3.2. État des connaissances et compréhension des risques

Les résultats relatifs à la perception des risques environnementaux mettent en évidence une hétérogénéité marquée du niveau de connaissance des résidents (Figure 6). Une proportion majoritaire des enquêtés (65,8 %,) déclare avoir une conscience générale des enjeux liés à la salubrité environnementale. Toutefois, cette sensibilisation déclarative demeure limitée lorsqu'il s'agit d'identifier précisément les formes de pollution ou d'en évaluer les impacts sur le cadre de vie.

En effet, une part importante des répondants exprime une incertitude persistante, avec 50,1 % de réponses indécises concernant la caractérisation des polluants et 40,6 % quant à leurs effets directs sur l'environnement urbain (Figure 6). La prévalence de ces réponses non affirmatives traduit un niveau de compréhension partiel, révélateur d'un déficit de diffusion des connaissances scientifiques et techniques sur les processus de contamination environnementale dans le district de Mont-Amba.

Cette situation met en évidence un paradoxe du civisme environnemental, où une conscience générale des enjeux coexiste avec une maîtrise limitée des mécanismes sous-jacents, ce qui peut affecter la transformation des perceptions en comportements écologiquement responsables.

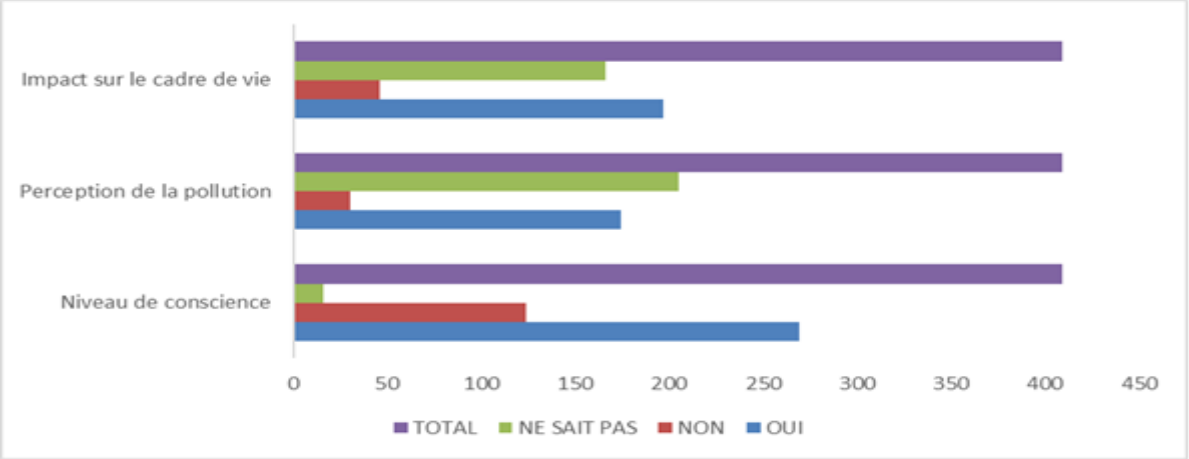


**Figure 6.** Perception des risques environnementaux et sanitaires

### 3.3. Analyse des pratiques de gestion et faillites infrastructurelles

L'analyse des modes de gestion des déchets solides révèle une prédominance alarmante des méthodes d'élimination informelles et polluantes (Figure 7). L'incinération à ciel ouvert constitue la pratique majoritaire (42,8 %), surpassant largement le recours aux services municipaux de collecte, qui ne concerne qu'un quart de la population (25,2 %). La persistance des décharges sauvages (22,2 %) témoigne d'une rupture structurelle entre la production de déchets et les capacités d'évacuation formelles. Ces résultats corroborent les observations de terrain relatives à l'obstruction des réseaux de drainage et soulignent une gestion par défaut, où le brûlage et le dépôt anarchique pallient l'absence de système de ramassage régulier dans le district de Mont-Amba.

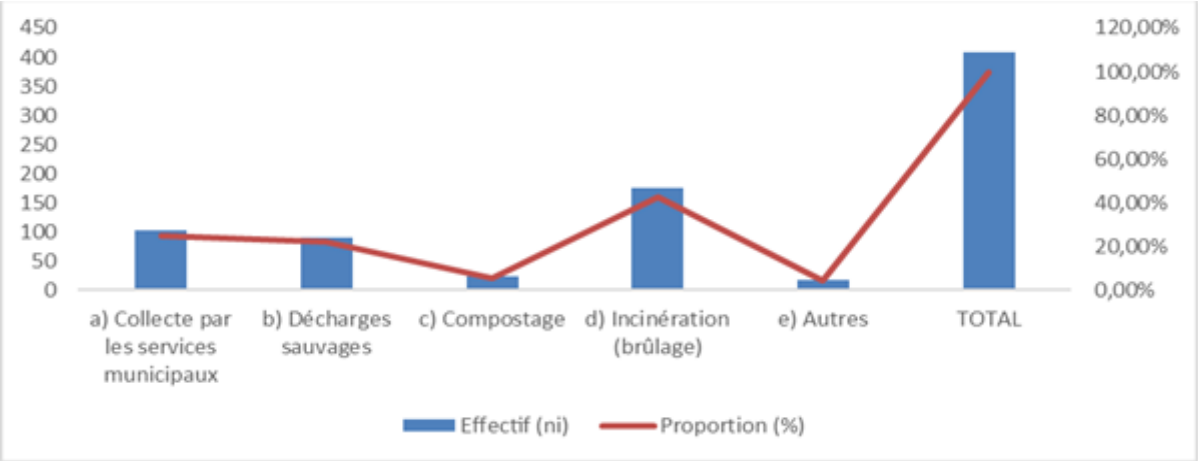


**Figure 7.** Modes d'évacuation des déchets solides ménagers

### 3.4. Gouvernance, attentes citoyennes et pistes de résilience

L'évaluation de la performance perçue des services d'assainissement (Figure 8) révèle une tendance ambivalente. Bien qu'une majorité relative de l'échantillon (68,2 %) exprime une satisfaction à l'égard des prestations actuelles, ce résultat doit être mis en perspective avec la prédominance des modes d'évacuation informels identifiés plus haut. Cette satisfaction déclarative pourrait traduire une accoutumance aux services minimaux ou une résignation face à l'absence d'alternatives formelles plus performantes. En revanche, le taux significatif d'insatisfaction (19,9 %) souligne une attente non comblée en matière de régularité et d'efficacité de la collecte, particulièrement dans les zones denses où l'accumulation des déchets génère des nuisances olfactives et sanitaires immédiates.

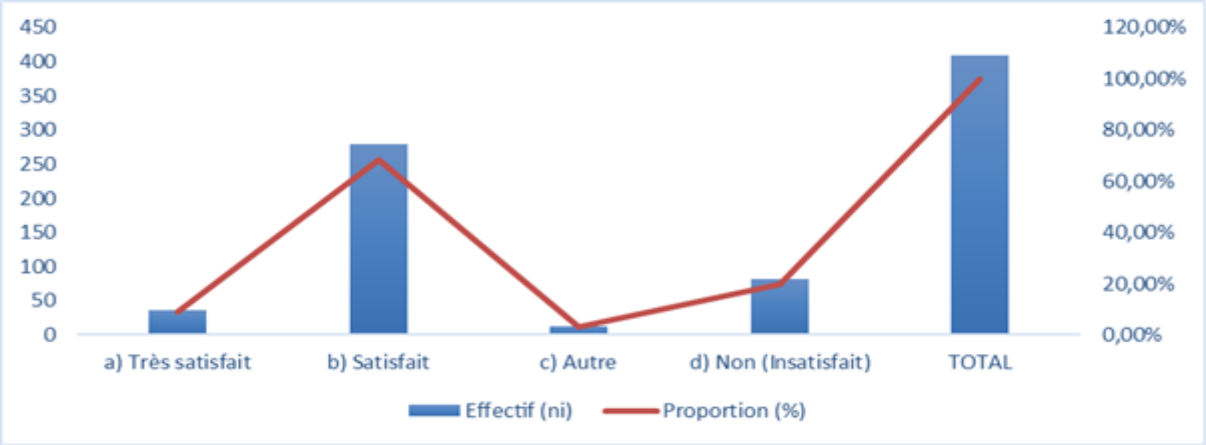


**Figure 8.** Niveau de satisfaction des usagers vis-à-vis des services d'assainissement

### 3.5. Déterminants structurels et barrières sociocognitifs à l'engagement citoyen

Les données du tableau 2 mettent en évidence les contraintes socio-institutionnelles qui limitent l'efficacité de la gestion des déchets au Mont-Amba. La justice environnementale y est bafouée par une géographie de la collecte défaillante : 72,1 % des usagers sont physiquement exclus du système formel par la distance. Cette situation engendre une "gouvernance de substitution" où le secteur informel (pousse-pousseurs) devient le seul recours pour 53,3 % des ménages. Le sentiment de délaissement institutionnel (75,8 %), couplé à une impunité perçue concernant les dépôts anarchiques (70,4 %), suggère que l'incivisme n'est pas un trait culturel, mais une réaction rationnelle à un environnement non régulé.

**Tableau 2.** Analyse des barrières socio-institutionnelles et structurelles

| Aspects fondamentaux | Indicateurs de mesure | Fréquence (*ni*) | Pourcentage (%) | Valeur critique / Seuil |
|---|---|---|---|---|
| Justice environnementale | Distance > 500 m du point de collecte officiel | 295 | 72,1 | Éloignement critique |
| Responsabilité | Recours exclusif aux « pousse- | 218 | 53,3 | Dépendance pré- |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| déléguée | pousseurs » informels | | | collecte |
| Contrat social | Sentiment d'abandon par les autorités urbaines | 310 | 75,8 | Rupture de confiance |
| Gouvernance perçue | Absence de contrôle/sanction des dépôts sauvages | 288 | 70,4 | Impunité systémique |

En outre, les résultats du tableau 3 révèlent un hiatus sociotechnique majeur. D'un côté, le socle de valeurs reste solide : pour 65 % des enquêtés, la salubrité relève d'une dimension spirituelle ou éthique, ce qui constitue un gisement de mobilisation inexploité. De l'autre, cette volonté se heurte à une incapacité technique totale face aux nouveaux modes de consommation. L'écrasante majorité (84,1 %) avoue son impuissance face aux déchets plastiques, transformant le domicile en lieu d'accumulation ou de brûlage toxique. Ce déphasage est aggravé par une méconnaissance des risques liés aux dioxines de combustion (48,4 %), illustrant une transition épidémiologique et environnementale non accompagnée par les politiques d'éducation urbaine.

**Tableau 3.** Déterminants socioculturels et impasses techniques

| **Aspects fondamentaux** | **Indicateurs de mesure** | **Fréquence (*ni*)** | **Pourcentage (%)** | **Facteur d'influence** |
|---|---|---|---|---|
| Influence culturelle | Propreté perçue comme une prescription morale/religieuse | 266 | 65,0 | Levier éthique élevé |
| Ancrage communautaire | Participation volontaire au "Salongo" (travaux collectifs) | 142 | 34,7 | Engagement résiduel |
| Déphasage technique | Incapacité à gérer les polymères (PET/PEHD) à domicile | 344 | 84,1 | Obsolescence des pratiques |
| Acculturation aux risques | Méconnaissance des dangers liés aux fumées plastiques | 198 | 48,4 | Risque sanitaire occulté |

L'analyse de l'implication proactive des citoyens révèle une faible propension à la formulation de propositions concrètes, avec une écrasante majorité de répondants (76,3 %) n'émettant aucune suggestion pour l'amélioration du système (tableau 4). Ce résultat ne doit pas être interprété comme un désintérêt total, mais plutôt comme le signe d'un sentiment d'impuissance acquise ou d'une résignation face à la persistance historique de l'insalubrité.

En revanche, le groupe minoritaire (23,7 %) ayant formulé des recommandations constitue une avant-garde citoyenne dont les idées (axées sur le renforcement des infrastructures et la régularité de la collecte) traduisent une volonté d'engagement. Pour les autorités urbaines, ce faible taux de suggestion souligne la nécessité de passer d'une gestion descendante (*top-down*) à des mécanismes de gouvernance participative, afin de restaurer la confiance des administrés et de stimuler l'émergence d'un civisme environnemental contributif au sein du district de Mont-Amba.

**Tableau 4**. Propension des résidents à proposer des solutions d'amélioration

| **Modalités** | **Effectif (*ni*)** | **Proportion (%)** |
|---|---|---|
| Sans suggestions | 312 | 76,3 |
| Avec suggestions | 97 | 23,7 |
| Total | 409 | 100,0 |

## 4. DISCUSSION

L'évaluation du civisme environnemental dans le district de Mont-Amba met en évidence une forte contradiction entre le niveau de sensibilisation des populations et la faiblesse des infrastructures de gestion des déchets. Les résultats montrent que les comportements observés ne traduisent pas uniquement un déficit de conscience écologique, mais résultent surtout de contraintes structurelles et institutionnelles limitant l'adoption de pratiques durables.

### 4.1. Paradoxe de la connaissance et contraintes sociotechniques

Le profil éducatif des enquêtés révèle un capital humain relativement élevé, avec 46,5 % des répondants ayant un niveau universitaire. Cette situation suggère une capacité théorique à comprendre les enjeux environnementaux urbains. Toutefois, cette connaissance ne se traduit pas systématiquement par des pratiques adéquates, puisque l'incinération domestique demeure utilisée par 42,8 % des ménages.

Ce contraste met en évidence les limites de la sensibilisation environnementale lorsqu'elle n'est pas soutenue par des dispositifs techniques et institutionnels adéquats. À Kinshasa, cette réalité a été décrite par Lelo (2011) sous le concept de « conscience captive », caractérisant des populations conscientes des risques environnementaux mais

privées des moyens matériels nécessaires pour adopter des pratiques appropriées. Cette dynamique s'inscrit également dans le cadre du « hiatus sociotechnique » décrit par Cetrulo *et al.* (2018), selon lequel l'augmentation des flux de déchets complexes, en particulier plastiques, dans les villes du Sud n'a pas été accompagnée d'une amélioration équivalente des systèmes de gestion et de traitement. Ainsi, la forte proportion de ménages ne maîtrisant pas les modes de gestion des déchets plastiques (84,1 %) reflète une vulnérabilité structurelle favorisant le recours à des pratiques d'élimination inadéquates. Des observations comparables ont été signalées au Pakistan par Sohoo *et al.* (2022), qui montrent que l'absence de décharges sanitaires et la prédominance des dépôts sauvages contribuent à la dégradation des conditions environnementales et sanitaires, tout en accentuant les émissions de méthane liées à la décomposition des déchets organiques. Leur étude souligne également que les systèmes d'enfouissement contrôlé et les approches intégrant le traitement biologique permettent de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre par rapport aux pratiques de déversement non contrôlé.

### 4.2. Inégalités spatiales et justice environnementale

La distance aux infrastructures apparaît comme un facteur déterminant des comportements environnementaux. Environ 72,1 % des ménages résident à plus de 500 mètres d'un point de collecte, ce qui limite fortement l'accessibilité aux services d'assainissement. Selon Schlosberg (2013), la justice environnementale ne se limite pas à la répartition équitable des nuisances, mais implique également un accès juste aux services environnementaux essentiels, condition qui semble ici déficiente dans le district de Mont-Amba. Cette lecture rejoint les analyses de Laurent (2011) et Agyeman *et al.,* (2016), pour qui les inégalités environnementales urbaines traduisent souvent une distribution inégale des infrastructures publiques et des capacités d'action collective.

Dans ce contexte, les dépôts sauvages et le brûlage des déchets ne relèvent pas uniquement d'un incivisme volontaire, mais constituent fréquemment des stratégies adaptatives face aux insuffisances structurelles du service public. Wilson *et al.,* (2006) montrent que dans de nombreuses villes des pays à revenu faible ou intermédiaire, les pratiques informelles émergent comme réponses fonctionnelles aux déficiences institutionnelles. De même, Guerrero *et al.,* (2013) et Marshall et Farahbakhsh (2013) soulignent que l'accessibilité physique aux points de collecte constitue un déterminant majeur de l'adhésion des ménages aux dispositifs formels de gestion des déchets.

Cette situation s'apparente à une dynamique de dépendance au sentier (*path dependency*), dans laquelle des pratiques initialement circonstancielles se transforment progressivement en normes sociales stabilisées (Pierson, 2000). Dès lors, l'inefficacité persistante des infrastructures contribue à l'enracinement de comportements à risque, difficilement réversibles par les seules campagnes de sensibilisation, ce qui confirme la nécessité d'interventions structurelles combinant proximité des services, gouvernance locale et inclusion communautaire.

### 4.3. Gouvernance informelle et transfert de pollution

L'étude met également en évidence le rôle important du secteur informel dans la gestion quotidienne des déchets ménagers. Le recours aux « pousse-pousseurs » par 53,3 % des ménages traduit une volonté des populations de participer financièrement à l'évacuation des déchets. Toutefois, comme le souligne Jaglin (2016), cette hybridation des services urbains en Afrique subsaharienne peut conduire à un simple déplacement spatial de la pollution lorsque les infrastructures demeurent insuffisantes. En l'absence de centres de transit ou de décharges contrôlées, les déchets collectés sont souvent déversés dans les ravins, les cours d'eau ou les espaces périphériques.

Par ailleurs, la forte perception d'absence de sanction environnementale (70,4 %) favorise un sentiment d'impunité et affaiblit le respect des normes de salubrité publique. Cette situation rejoint les observations de Holenu *et al.* (2020), selon lesquelles la faiblesse des mécanismes de contrôle contribue à la persistance des dépôts anarchiques dans plusieurs villes africaines. Ces résultats soulignent la nécessité d'intégrer progressivement les acteurs informels dans une gouvernance urbaine structurée et dans des filières locales de valorisation des déchets, conformément aux recommandations de la Banque mondiale (2018) et de la JICA (2020).

### 4.4. Rupture du contrat social et résignation collective

Le taux de satisfaction déclaré de 68,2 % apparaît paradoxal au regard de la prédominance des modes d'évacuation informels. Ce résultat traduit une forme de « normalisation de la carence ». Comme l'a montré Lelo (2011) dans ses travaux sur l'urbanisme kinois, les populations développent des stratégies de résilience qui réduisent progressivement leur niveau d'exigence vis-à-vis des services publics. Cette satisfaction apparente contraste néanmoins avec le sentiment d'abandon institutionnel exprimé par 75,8 % des répondants.

Ce décalage renvoie au concept d'« impuissance acquise » en psychologie environnementale. Selon Nzeadibe et al. (2020), la persistance des défaillances des services urbains dans les métropoles africaines affaiblit le capital social et limite l'engagement citoyen. L'absence de propositions d'amélioration chez 76,3 % des enquêtés illustre cette forme de résignation, où les citoyens cessent de participer activement lorsqu'ils perçoivent les institutions comme peu réceptives. Dans ce contexte, comme le soulignent plusieurs récentes études (Vuni *et al.*, 2022 ; Yawili *et al.*, 2025 ; Mola *et al.*, 2025), l'affaiblissement du « contrat de propreté » réduit progressivement le civisme environnemental. Ainsi, l'amélioration durable de la salubrité au Mont-Amba nécessite non seulement des solutions techniques, mais également le renforcement de la confiance entre populations et institutions à travers une gouvernance participative.

### 4.5. Perspectives de résilience et implications politiques

Malgré l'ampleur des barrières structurelles, deux leviers de résilience majeurs émergent des données. Premièrement, la structure démographique de l'échantillon, dominée par la jeunesse (65,3 % de moins de 35 ans), représente un atout stratégique. Comme le soulignent Marshall et Farahbakhsh (2013) et Yawili *et al.*, (2025), cette cohorte est non seulement plus sensible aux enjeux écologiques globaux, mais constitue également le vecteur privilégié pour l'adoption de technologies civiques (campagnes numériques, applications de signalement).

Deuxièmement, l'ancrage éthique de la salubrité perçue comme une obligation morale ou religieuse par 65 % des répondants révèle un capital social latent. Dans le contexte de Kinshasa, Iyenda (2005) et plus récemment Lelo (2011) ont démontré que les réseaux confessionnels et associatifs suppléent souvent l'État dans la gestion des services de base. Ces organisations jouent un rôle de "cadre normatif" capable d'influencer les comportements là où la loi administrative échoue. Ce capital symbolique est un moteur puissant pour transformer une intention éthique en engagement communautaire.

Ces résultats imposent une réorientation des politiques urbaines selon trois axes :

(i) Spatialisation de la collecte : Réduire la distance d'accès aux infrastructures officielles pour briser la rationalité du dépôt sauvage.

(ii) Appui aux filières de valorisation : Transformer le "hiatus technique" en opportunité par le soutien aux micro-entreprises locales de recyclage de polymères (PET/PEHD).

(iii) Gouvernance participative : Instituer des comités de salubrité de quartier, co-gérés par les leaders d'opinion locaux.

Une telle approche, qualifiée de "co-production des services urbains" (Jaglin, 2016), permettrait de convertir le civisme environnemental déclaratif en pratiques effectives, pérennes et adaptées à la réalité socio-économique du district de Mont-Amba.

## 5. CONCLUSION

La présente étude démontre que le civisme environnemental au Mont-Amba est une ressource latente, bridée par des contraintes structurelles et une défaillance de la justice spatiale. Si les connaissances sont présentes, le passage à l'acte est entravé par une offre de service qui ne rencontre pas la réalité démographique et technique du district. La transition vers une ville durable à Kinshasa ne dépendra pas de la simple éducation des masses, mais de la capacité des autorités à fournir une infrastructure crédible sur laquelle le civisme pourra enfin s'appuyer.

L'essoufflement du modèle actuel de salubrité au Mont-Amba impose une transition vers une gouvernance territoriale inclusive. Cette mutation repose sur une synergie entre impératifs infrastructurels et leviers comportementaux.

La restauration de la justice spatiale constitue le pilier de cette réforme, impliquant un maillage serré de Points d'Apport Volontaire (PAV) accessibles dans un rayon de 250 m. Cette logistique de proximité doit impérativement s'accompagner d'une institutionnalisation du secteur informel ; l'intégration des « pousse-pousseurs » comme agents pivots de la pré-collecte permettrait de réguler les flux vers les sites de transfert. Parallèlement, l'introduction de dispositifs d'économie circulaire, tels que le « *Cash for Trash* », est préconisée pour convertir le fardeau des polymères en opportunités monétaires pour les ménages précaires. Enfin, l'efficacité de ce dispositif exige un retour de l'autorité régalienne via une brigade d'hygiène redynamisée, l'application de sanctions dissuasives et une vulgarisation rigoureuse du cadre réglementaire, sous l'arbitrage d'expertises scientifiques contextualisées.

Au-delà des constats techniques, cette étude ouvre la voie à une exploration de la psychologie de la résilience urbaine et des mécanismes de l'impuissance acquise. Les recherches futures devraient tester l'efficacité de « *nudges* » environnementaux adossés aux socles éthiques et confessionnels locaux. Une extension méthodologique à l'ensemble des districts de Kinshasa permettrait d'édifier une cartographie systémique du civisme environnemental, outil décisionnel indispensable pour une architecture urbain durable et résiliente.

## Références


Banque Mondiale, 2018. What a Waste 2.0: A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050. *Urban Development Series*, 295 p. https://documents1.worldbank.org/curated/en/697271544470229584/pdf/What-a-Waste-2-0-A-Global-Snapshot-of-Solid-Waste-Management-to-2050.pdf

Bongo Mola C., Seke Vangu M., Munenge C., Mbumba A., Bomoi ….., Matita J., Kanku Tshimanga B., Ngoy Kankolongo S. A/, Kosani J., 2025. Éducation Environnementale et Gestion des Déchets Solides En Milieu Scolaire « cas de l'Institut Pédagogique Mokengeli de Lemba à Kinshasa-RDC ». *GSJ*, 13(3).

Schlosberg D., 2007. Defining Environmental Justice. Theories, Movements, and Nature, Oxford University Press238. *Développement durable et territoires*, 4(1).

Éloi L., 2011. Issues in environmental justice within the European Union. *Ecological Economics*, 70(11), 1846-1853, ISSN 0921-8009,https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2011.06.025

Enda, 2019. *Rapport Annuel : Perspectives d'émergence ou Alternatives durables*. Dakar, Sénégal, Avril 2019, 66 p. https://endatiersmonde.org/wp-content/uploads/2022/03/RAPPORT-ENDA-TM-2017_18.pdf

European Environment Agency (EEA), 2020. *The European environment — state and outlook 2020.* Copenhagen. https://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/soer_2020_executive_summary_embargoed_4_december.pdf

Fisher Andrew A., John E. Laing, John E. S. & Townsend J.. 1998. *Manuel de recherche opérationnelle en matière de planification familiale. New York:*

Agyeman J., Schlosberg D., Craven L. & Matthews C., 2016. Trends and Directions in Environmental Justice: From Inequity to Everyday Life, Community, and Just Sustainabilities. *Annual Review of Environment and Resources*, 41, 321-340. https://doi.org/10.1146/annurev-environ-110615-090052

Abarca Guerrero L., Maas G. &William Hogland W., 2013. Solid waste management challenges for cities in developing countries. *Waste Management*, 33(1), 220-232. https://doi.org/10.1016/j.wasman.2012.09.008

Mulumba Nkuadi A., Lufuluabo Kasuyi J., Katshongo Mushindua F., Beya Dibue J. P., Omanyondo Ohambe M. C., 2023. Analyse de la pollution des eaux des rivières traversant la ville de Kinshasa pendant la saison sèche. Revue des Sciences de la Sante, 2(1), 11-17. DOI: 10.71004/rss.023.v2.i1.13.

Nzeadibe T.C. & Ejike-Alieji A.U., 2020. Solid Waste Management during Covid-19 Pandemic: Policy Gaps and Prospects for Inclusive Waste Governance in Nigeria. *Local Environment*, 25, 527-535. https://doi.org/10.1080/13549839.2020.1782357.

Organisation mondiale de la santé2019. Stratégie de l'OMS sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène 2018-2025. Genève,62 page Pierson P., 2000. Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics. *The Population Council*. Licensed under CC BY-NC-SA 4.0, 84 P. https://knowledgecommons.popcouncil.org/cgi/viewcontent.cgi?article=2101&context=departments_sbsr-rh

Lelo Nzuzi F., 2008. *Kinshasa Ville et Environnement*, 9 p. ISBN: 978-2-296-06080-7. Https://Api.Pageplace.De/Preview/Dt0400.9782296203075_A24207565/Preview-9782296203075_A24207565.Pdf

Lelo Nzuzi F., 2011. *Kinshasa : Planification et aménagement*. L'harmattan, combien de pages 384

Mangenda H., Mulaba P. & Kiawutua A., 2020. Gestion des déchets ménagers dans la ville de Kinshasa : Enquête sur la perception des habitants et propositions. *Déchets Sciences et Techniques* - N°83 - Mars 2020. https://doi.org/10.4267/dechets-sciences-techniques.4272

Iyenda G., 2005. Street enterprises, urban livelihoods and poverty in Kinshasa. African Studies Quarterly. *Environment & Urbanization*, 7(2), 55-67. https://doi.org/10.1177/095624780501700205

Jaglin S., 2016. Is the Network Challenged by the Pragmatic Turn in African Cities? Urban Transition and Hybrid Delivery Configurations », *in Coutard O., Rutherford J. (eds), Beyond the Networked City: Infrastructure reconfigurations and urban change in the North and South, London and New York, Routledge*, pp. 182-203.

J, 2020. *The Project for Review and Update of Kinshasa Urban Transport Master Plan in the Democratic Republic of the Congo*. Rapport technique sur les infrastructures, 167 Pages. https://openjicareport.jica.go.jp/pdf/12340287.pdf

*American Political Science Review*, 94(2), 251–267. https://doi.org/10.2307/2586011.

Rachael E. & Khosrow Farahbakhsh M., 2013. Systems approaches to integrated solid waste management in developing countries. *Waste Management*, 33(4), 988-1003, https://doi.org/10.1016/j.wasman.2012.12.023.

Sohoo I., Ritzkowski M., Guo J., Sohoo K. & Kuchta K., 2022. Municipal Solid Waste Management through Sustainable Landfilling: In View of the Situation in Karachi, Pakistan. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 19(2), 773. https://doi.org/10.3390/ijerph19020773y

Tiago Balieiro C., Rui Cunha M., Molina Cetrulo N., Silva Pinto F., Moreira R. M., Mendizábal-Cortés A. D. & Malheiros T. F., 2018. Effectiveness of solid waste policies in developing countries: A case study in Brazil. *Journal of Cleaner Production*, 205, 179-187. https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2018.09.094.

UN-Habitat, 2020. *World Cities Report 2020: The Value of Sustainable Urbanization*. World Cities Report 2020 First published 2020 by United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat) Copyright © United Nations Human Settlements Programme, 2020. https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/10/wcr_2020_report.pdf

United Nations, 2022. *World Population Prospects 2022 : Summary of Results. United Nations New York, 2022.* Department of Economic and Social Affairs, Population Division 50 P. https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/wpp2022_summary_of_results.pdf

Vuni Simbu A., Mangenda H. *et al*., 2022. Study Of Current Urban Waste Management In Kinshasa By Observation Along University Avenue. *Environnement, Ingénierie & Développemen*t, 88, 3-11. https://eid.episciences.org/10310/pdf